



COMPTE RENDU du CHSCT de l'administration centrale du mardi 7 novembre 2017

Au début du CHSCT-AC, la déclaration liminaire des représentants CGT/SM (jointe en annexe) a été l'occasion :

- de rappeler la précipitation dans laquelle s'est faite la réorganisation du secrétariat général et des directions, qui se traduit par notamment par l'absence de notification faite aux agents des groupes RIFSEEP,
- de constater le manque de transparence sur les montants socles et forfaitaires (la réunion de présentation aux OS du 26/10 dernier l'a confirmé)
- de relayer les craintes des agents sur les opérations de déménagement annoncées.

Les organisations syndicales (OS) ont insisté sur la nécessité d'avoir une visibilité sur le calendrier des réunions pour mieux articuler les différentes instances au niveau central et ministériel.

Nous serons particulièrement vigilants :

- sur les travaux du comité de suivi de la réorganisation du secrétariat général, notamment pour la mise en œuvre de cette réorganisation pour les PFI,
- et sur l'étude à mener par le CTM sur le temps de travail.

1. Approbation du PV du comité du 28/02/17

La CGT a fait part de retours sur le procès-verbal du 28/02/17. L'approbation est renvoyée à un prochain comité.

Nous sommes en attente de l'approbation des PV des CHSCTAC du 28/02/17, du 21/03/17, du 19/04/17 et du 29/06/17. Ils vous seront diffusés dès leur approbation.

2- Renouvellement du secrétaire du comité - article 12 du règlement intérieur du comité

Sophie Vigneau (CGT/SM) est élué à la suppléance du secrétariat du comité.

3- Avis sur la fiche de secours et de signalement en cas de comportement anormal – travaux de la cellule de veille pour la prévention des RPS (vote)

La cellule de veille pour la prévention des RPS a travaillé sur une fiche permettant aux encadrants et aux agents de déterminer comment réagir en présence d'un comportement anormal (lié à la prise de substances psychoactives). Son approbation en séance permettra de la mettre en ligne rapidement.

4. Présentation de l'avancement de l'expérimentation du télétravail en administration Centrale

Ce nouveau point d'avancement révèle un fort absentéisme des travailleurs sur la formation au télétravail pourtant inscrite dans la convention de télétravail et qui est organisée dans le mois de démarrage du télétravail. Le sujet sera repris à la lumière de l'évaluation des formations qui sera présentée lors du prochain bilan sur l'expérimentation.

A la demande des OS, l'administration fournira la liste des applications compatibles avec le télétravail.

5. Présentation du document unique d'évaluation des risques professionnels de la DPJJ (DUERP)

Ce DUERP a été fait en collaboration avec les assistantes de prévention, l'inspection santé et sécurité du

travail et l'administration centrale. Il y a eu 6 réunions + des rencontres avec les agents. Est indiqué que la constitution du DUERP a été animée d'une volonté d'avancer et de l'implication de chacun. Les échanges intervenus le 18/10 en réunion préparatoire et lors du présent comité font émerger la volonté de la DPJJ de rationaliser les demandes d'intervention, l'organisation du télétravail et le souhait du déménagement des services centraux de la PJJ de la rue Niollis vers le millénaire.

6. Présentation du rapport d'activité de l'inspectrice santé et sécurité de l'administration centrale pour 2017

Les interventions de l'inspectrice santé et sécurité de l'administration centrale ont concerné :

- Les registres SST
- 2 inspections
 - Sur les futurs locaux de l'IGJ dont le MJ est locataire : 56 préconisations dont certaines sur l'incendie
 - PFI Paris – DEBC à Savigny S/orge
- 5 visites de délégation CHSCTAC :
 - à OdG : restaurant et cafétéria, locaux DAP, sous-sols
 - au M2 : 2^{ème} étage
 - à Vendôme : circulations et dégagements
- 18 séances de CHSCT :
 - Pour le MJ : ministériels, administration centrale, départementaux,
 - Pour d'autres services : Conseil d'Etat, juridictions administratives, Cour nationale du droit d'asile
- L'animation du réseau des assistantes de prévention (de l'administration centrale du MJ, du CE)

Les constats opérés :

- Une situation préoccupante voire catastrophique du DEBC à Savigny sur Orge :
 - Lieu éloigné des autres départements de la PFI
 - Délabrement des locaux : RDC très abimé suite à un dégât des eaux, risques incendie
 - Potentialité de RPS importante
 - 110 préconisations données pour améliorer les conditions de travail des personnels
 - difficiles à mettre en place compte tenu de l'isolement de l'endroit et des difficultés dans le cadre du CHSCT D
 - réflexion est en cours sur un regroupement de la PFI IDF sur les locaux de Savigny
 - des travaux d'aménagement ont été faits
 - poursuite des travaux avec la mise en état du RDC, l'aménagement de tisaneries et d'un lieu de restauration, l'évacuation du sous-sol pour prévenir les risques incendie
- Amélioration importante pour les plateformes en 2018 avec la création d'un délégué qui sera le chef de service au sens du décret 82
- Un point d'attention dans la réécriture de la circulaire du 10 juin 2014 dans la différence entre chef de service au sens du décret 82 et de chef de site
- La nécessité de bien comprendre les rôles respectifs, en matière de sûreté/sécurité incendie, des agents d'accueil et des agents du SIAP
- Un point d'alerte sur le CHSCTD du 44

Lors de la réorganisation des délégations interrégionales (ex PFI) prévues en 2018, la CGT restera très vigilante sur l'accompagnement des personnels impactés par la réorganisation, et notamment, celle de Paris au regard des difficultés observées.

7. SUJETS LIES AUX BATIMENTS

A) Présentation du plan d'action sur les déménagements à venir des services

Présentation de la stratégie immobilière AC MJ 2018 et des modalités d'implantation sur les parcs du Millénaire – Porte de Paris, en cours de validation par la Direction de l'immobilier de l'État

Des besoins croissants avec une localisation toujours plus grande des rattachements et des emplois :

- 2053 emplois localisés à novembre (PNIJ-ANTEN J incluse)
- 2276 à la fin de l'année
- 2467 à décembre 2018 : création d'emplois + crédits supplémentaires

En attendant la location de surfaces supplémentaires, dont le processus peut être très long, une recherche des surfaces disponibles a été effectuée pour installer les agents dans des conditions identiques (surface utile nette / bureaux en premier jour). Ont été reprises des salles de réunion du site Olympe de Gouges.

S'agissant de l'installation de services au B270 :

- 2 scénarios ont été écartés car non réalisables en termes de place : l'installation d'une direction (ex. DPJJ) ou le regroupement fonctionnel des RH des directions et du SG.
- 1 constante : l'installation de l'ANTEN-J aux 5ème et 4ème étages du 270
- 1 stratégie : la localisation des projets informatiques
- Plusieurs temps :
 - Installation des services identifiés au B270
 - Desserrement de ODG sur le M2 -> sécurisation du microzoning : nécessité de faire des rencontres mensuelles avec les DIR.

D'un point de vue opérationnel : mise en place des fiches navettes arrivée et départ des personnels mensuelles jusqu'à avril 2018 date de fin des premiers travaux d'aménagement du B270 réalisés par Icade pour recevoir les services de l'ANTENJ et les projets informatiques.

Concernant les services aux agents du B270, l'étude est toujours en cours sur les accès à :

- une restauration
- une cafétéria
- des services : conciergerie, crèche, salle de sport

S'agissant de la desserte du site, est envisagée la possibilité de recourir à la navette de bus partant d'Olympe de Gouges pour la station de RER Rosa Parks, qui pourrait passer par le site B270.

Commentaire CGT : un CHSCTAC dédié à ces projets de déménagement aura lieu en décembre. Les mandatés seront très vigilants sur les modalités de transfert des services sur le M2 et sur le B270 (prise en compte des besoins des personnels en transport, restauration, ...) et que l'accompagnement des personnels se fassent en toute transparence.

B) Point sur l'analyse de la qualité de l'air effectuée par VERITAS au Millénaire

Des échantillonnages ont été faits dans plusieurs bureaux. Certains espaces ont été ciblés (fenêtre urbain et *atrium*). Les résultats sont attendus pour fin novembre 2017.

C) Point sur l'isolation phonique au 3ème étage de la fenêtre urbaine

Dans l'espace fenêtre urbaine, ont été installés des services du bureau M5 et de la fiabilisation Harmonie pour la DAP, l'IGJ ayant déménagé au M2 depuis 2 mois.

A ce jour, le bureau M5 (études et recherches) est installé côté atrium et l'équipe fiabilisation Harmonie côté périphérique. En raison d'organisation et de mode de fonctionnement différents, une séparation des espaces est nécessaire, mais pour des raisons architecturales, le cloisonnement de la fenêtre urbaine est impossible. Des cloisons phoniques choisies par les équipes ont été achetées mais n'ont pas semblé finalement convenir aux équipes. L'étude des possibilités de séparation des espaces sera à reprendre.

8. ANALYSE DES ACCIDENTS

A) Présentation du rapport d'analyse de l'accident du 4/4/2017 et avis sur les propositions d'actions de prévention

Suite au CHSCTAC du 6 avril 2017, les préconisations suivantes ont été faites :

- Le médecin de prévention doit avoir la liste des nouveaux arrivants.
- L'agent doit être prévenu du renouvellement ou de l'absence de renouvellement de son contrat dans le délai de préavis fixé par le contrat
- L'agent doit prendre au moins 20 jours de congés par an
- L'agent doit avoir une formation adaptée au nouveau poste dès sa prise de fonction

A été relevée une grande méconnaissance :

- du dispositif SST : le chef de service doit se faire connaître et des agents et de l'assistant de prévention
- de la politique de prévention SST : avoir des entretiens réguliers avec l'assistante de prévention
- de la politique santé et sécurité

- des registres et des DUERP
- pour solliciter le médecin de prévention

Ces préconisations et constats concernent toutes les directions. Le directeur des services judiciaires s'est engagé à la mise en œuvre de l'ensemble des préconisations issues du rapport.

B) Présentation des accidents de service 2017 - analyse et avis sur les propositions d'actions de prévention

Les derniers accidents relevés ont concerné les trajets, notamment en 2 roues (dont vélo)

Nécessité de faire de la prévention sur les accidents de trajet.

Il serait intéressant de procéder à une analyse des accidents et de la présenter au prochain bilan

9. VISITES DES LOCAUX

A) Présentation des rapports des visites des locaux du 4/7 et du 7/9/2017 et avis sur les propositions d'actions de prévention

Les préconisations faites à chaque visite de service seront à suivre dans un tableau -> réunion de suivi à mettre en place

Exercice d'évacuation sur ODG à programmer avant la fin de l'année, le dernier date du 17/02/2016

Nécessité de revoir la désignation des serres files et des guides files

B) Présentation des suites données aux préconisations de la visite du Millénaire 2-2 du 26 avril 2017

En attente de la mise en œuvre des préconisations dans le tableau de suivi

D) Avis sur le calendrier thématique des visites 2018

Date /SITE	THEME/LOCAUX
18 janvier 2018 M2	Installation : visite des locaux de l'inspection des services judiciaires
22 mars 2018 Vendôme	Chute (plain pied, escalier) et incendie : visite des dégagements, circulations interne et externe, escaliers des bâtiments Bourvallais, Horloge, Cambon vieux et Ecuries
17 mai 2018 Vendôme	Vendôme Installation : visite des locaux de la direction des affaires criminelles et des grâces, y compris les archives
20 septembre 2018 B270	Installation : visite des directions et services installés sur le nouveau site
15 novembre 2018 Vendôme/ODG	Risque routier : visite du parc et des véhicules, présentation du parc, des sinistres

10. Présentation des observations dans les registres santé et sécurité au travail et des suites données - avis sur les éventuelles propositions d'actions de prévention

Problèmes toujours récurrents de toilettes sales et de régulation thermique. La mise en place d'un outil de *ticketing* pour suivre les demandes d'intervention vise à donner une meilleure visibilité des interventions des prestataires.

A venir :

- vérification des fontaines et afficher sur des étiquettes les dates d'intervention (rôle du prestataire)
- Pb d'éclairage dans le monte charge des archives depuis cet été. Lettre recommandée au mainteneur qui vient mais ne répare pas car difficulté pour changer la pièce défectueuse.

Les registres SST sont moins utilisés mais mieux renseignés. Ils sont vérifiés chaque semaine sur ODG et M2, puis visé par l'AC + mail à l'agent

11. Suivi des avis et propositions du comité

A) présentation des prestations contractuelles "ménage" et des modalités de contrôle de leur exécution

L'administration doit fournir aux mandatés CHSCTAC un document sur ce sujet avec la périodicité et la description des prestations ménage (niveau supérieur pour ODG et M2).

Est annoncée une campagne de nettoyage des moquettes de décembre 2017 à mai 2018.

B) point sur l'état d'avancement de l'audit de la DICOM

Avec l'arrivée d'un nouveau responsable de service en septembre qui a pris le temps de recevoir chaque agent individuellement, des évolutions sont en cours dans l'organisation du travail :

- mise en place d'un circuit informatif qui passe notamment par des réunions d'équipe régulières
- mise en place d'un plan de communication pour 2018 : une nouvelle charte graphique et une refonte des sites internet du ministère
- recrutement d'un second photographe

La délégation du DICOM fonctionne plutôt bien avec un travail de qualité. Ce travail est à élargir avec les autres services de communication des autres directions avec des points d'informations réguliers avec elles et des réunions de travail à mettre en place.

Même si le climat est apaisé, la situation est fragile. Il est nécessaire de continuer à accompagner les agents qui en font la demande afin de leur permettre de tourner la page en les incitant à consulter le médecin de prévention et l'assistante sociale.

Prochain CHSCTAC : le calendrier des CHSCTAC pour 2018 n'a pas été communiqué aux organisations syndicales.

Cependant, le prochain comité doit se réunir rapidement pour présenter les futurs déménagements.

**Vos représentants de la liste CGT et SM au CHSCT
de l'administration centrale du Ministère de la Justice
Sophie Vigneau titulaire
Narit Chhay suppléant**